

Sommet de l'Otan: tout peut encore dérapage



Sous la pression d'une démobilisation américaine et face à la menace russe, les alliés de l'Otan devraient s'engager à augmenter leurs dépenses de défense. (Crédits : Commission européenne)

Agathe Perrier

Les 32 pays membres de l'Otan se réunissent ce mardi et mercredi pour un sommet court et condensé aux Pays-Bas. Seul thème au menu : un accord sur l'augmentation des dépenses de défense à 5 % de leur PIB respectif. S'il devrait être approuvé, un retournement de situation n'est pas à exclure.

Évoquée depuis des mois, l'augmentation des dépenses de défense des membres de l'Otan doit être entérinée ce mardi et mercredi, lors d'un sommet les réunissant à La Haye, aux Pays-Bas. Car, depuis son retour à la Maison-Blanche fin janvier, le président américain Donald Trump n'a pas cessé de réclamer aux pays européens de l'Alliance et au Canada d'allouer au moins 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) à leur défense, contre un objectif de 2 % actuellement. « *S'ils ne paient pas, je ne vais pas les défendre !* », a-t-il martelé en mars.

Sous la pression de cette démobilisation américaine et face à la menace russe, les alliés devraient donc s'engager à allonger les milliards d'euros. Ils se sont déjà mis d'accord le week-end

dernier sur un compromis : consacrer 3,5 % de leur PIB aux dépenses militaires stricto sensu d'ici 2035 et 1,5 % à des dépenses de sécurité au sens large, comme la cybersécurité ou la mobilité militaire. C'est « *un bond en avant ambitieux, historique et fondamental pour assurer notre avenir* », s'est félicité le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte. Reste que, tant que la déclaration finale n'est pas publiée, tout peut encore changer tant le sujet est sensible.

Un objectif élevé

Lorsque Donald Trump a avancé pour la première fois le chiffre de 5 % du PIB à consacrer à la défense, les premières réactions dans nombre de pays de l'Otan ont été unanimement contre. « *Pure folie* », « *absurde* », « *ridicule* », ont ainsi réagi plusieurs alliés. Notamment car certains, huit exactement, n'avaient pas encore atteint l'année dernière l'objectif de 2 %, fixé pourtant depuis 2014 lors d'un précédent sommet de l'Alliance. Toute augmentation correspond à plusieurs centaines de milliards d'euros d'effort budgétaire à faire.



D'où l'idée de Mark Rutte de fractionner cet objectif de 5 %. Un « **très joli coup** », estime Jamie Shea, expert auprès du think tank Chatham House. « **Cela rend les choses beaucoup plus acceptables pour les Européens, parce qu'avec cette catégorie de 1,5 %, ils peuvent inclure tout ce pour quoi ils dépensent de l'argent depuis des années déjà.** »

L'Espagne sème le doute

Pour autant, des voix dissonantes contre ont continué à s'élever. Particulièrement celle de l'Espagne. Le Premier ministre, Pedro Sanchez, a fait part à plusieurs reprises de son refus de porter les dépenses de défense à 5 % du PIB, qualifiant cette possibilité de « **déraisonnable et contre-productive** ». Le pays a néanmoins validé l'accord scellant cette hausse le week-end dernier... arguant bénéficier d'une exception. Or, l'Otan affirme le contraire. « **Aucun allié** » ne peut se soustraire à ses engagements, a insisté lundi un diplomate de l'Alliance. De quoi semer le doute sur le résultat du sommet aux Pays-Bas.

L'Espagne n'est pas la seule à ne pas voir d'un bon œil la forte hausse des dépenses. « **C'est de l'hystérie collective de considérer qu'il faut faire 5 %** », a déclaré la semaine dernière, dans un entretien au quotidien *Le Soir*, Georges-Louis Bouchez, président du Mouvement réformateur, parti de droite parmi les piliers du gouvernement belge. Une position qui n'a pas varié depuis. « **On demande un maximum de flexibilité, la souplesse est indispensable** », a insisté ce lundi le ministre belge des Affaires étrangères, Maxime Prévot, à la radio publique francophone RTBF. Et d'ajouter : « **On ne l'a peut-être pas fait via une déclaration tapageuse comme l'Espagne, mais je peux vous assurer que depuis des semaines notre diplomatie s'active pour obtenir les mécanismes de souplesse [...] qui pourront contribuer à alléger la charge de l'effort belge.** »

D'autres pays ne sont ni pour, ni contre. À l'image du Luxembourg. Le Premier ministre, Luc Frieden, estime qu'arriver

dès aujourd'hui à dépenser 5 % dans la défense est impossible. Il a toutefois indiqué que son pays se ralliera au compromis fixé par les membres lors du sommet de l'Otan, si compromis il y a, **comme l'a relayé le journal Paperjam**. De son côté, l'Italie est aussi réticente. Sans s'opposer frontalement à un objectif de 5 %, elle réclame du « **temps** » pour faire plus que son niveau actuel.

L'inconnue Trump

Outre les divisions au sein des membres européens de l'Otan, une autre ombre plane sur la bonne tenue de ce sommet. Et s'appelle Donald Trump. Le sulfureux président américain est un habitué des coups de théâtre, comme le montre son départ précipité du sommet du G7 la semaine dernière. Pour rappel, lors de son premier sommet de l'Alliance, en 2018, il s'en était pris à l'Allemagne et avait eu un échange glacial avec Jens Stoltenberg, alors à la tête de l'Organisation.

Pour éviter tout impair et s'assurer des bonnes grâces du dirigeant américain, ce sommet a été pensé court et condensé au maximum. Il sera « **centré presque exclusivement** » sur le seul thème des dépenses militaires, a résumé cette semaine un diplomate à l'Otan. Outre le dîner de gala ce mardi soir, une seule séance de travail est programmée mercredi et limitée à une durée de 2 h 30. Tout a été fait pour que « **Trump ne s'ennuie pas dans des réunions interminables, où il doit rester des heures après avoir prononcé son propre discours** », indique Jamie Shea. Et pour ne pas le mettre de mauvaise humeur, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, ne participera pas formellement au sommet, même s'il y sera présent. Une rencontre est néanmoins prévue entre les deux responsables mercredi en début d'après-midi, selon la présidence ukrainienne.

En dépit de toutes ces précautions, un dérapage est toujours possible. « **Si le sommet se passe à peu près normalement, ce sera une victoire** », a résumé auprès de l'AFP Camille Grand, du Conseil européen pour les Affaires étrangères (ECFR). ■

